

Cela s'entend dans la mesure où l'élaboration des politiques économiques (surtout celles du développement) s'inspirait de la théorie des besoins essentiels. Les institutions de Bretton Woods (FMI et Banque Mondiale) encourageaient alors les approches visant à la satisfaction des besoins fondamentaux des plus défavorisés. D'où cette approche microéconomique, dirigée essentiellement vers l'individu.

Malgré la consécration de l'année 2005 comme Année Internationale du micro-crédit par les Nations Unies, force est de constater quelques années plus tard que le « micro » semble avoir atteint ses limites. Les femmes sont toujours victimes d'inégalités criantes et l'intégration transversale du genre dans les politiques économiques est loin d'être une réalité. De même, les modes de production dans lesquels elles sont investies et par lesquels elles créent de la richesse ne sont pas valorisés : économie sociale et solidaire, réseaux économiques alternatifs, économie reproductive, etc. Cela est particulièrement vrai dans les pays francophones, contrairement aux pays anglo-saxons qui ont déjà bien amorcé l'intégration des questions relatives au genre.

Face aux diverses crises mondiales que nous connaissons actuellement (crises financière, climatique, alimentaire), la microéconomie « au secours » des femmes n'est-elle pas obsolète ? N'est-il pas grand temps de se tourner vers la macroéconomie ? C'est précisément l'objet de ce nouveau projet qu'initie Genre en Action. Il s'agira durant les trois années à venir, d'œuvrer à une meilleure prise en compte du genre dans les politiques macroéconomiques des pays francophones par une recherche-action.

La macroéconomie élabore et analyse les agrégats économiques tels que le Produit National, le revenu, la consommation, l'investissement, les finances publiques, la balance des paiements, etc. Ces agrégats reflètent les fondamentaux d'une économie. Les gouvernements tentent d'influer ces indicateurs en mettant en œuvre des politiques macroéconomiques qui visent la stabilité des prix, le plein emploi et l'équilibre entre importations et exportations. Malheureusement, la plupart des Etats continuent d'ignorer la sexospécificité dans la conception de ces politiques. Si l'une des raisons est que peu d'économistes possèdent l'expertise nécessaire, la raison essentielle reste que les décideurs politiques ne perçoivent toujours pas clairement la nécessité d'intégrer le genre dans l'analyse macroéconomique. Quel rapport particulier avec les femmes, s'interrogent-ils ?

Et pourtant ! Intégrer la sexospécificité dans les décisions macroéconomiques, ce n'est pas prendre des décisions macroéconomiques en faveur des femmes. C'est tenir compte des différences de comportement économique entre les hommes et les femmes et de l'effet que les politiques exercent sur eux. En effet, du fait de la division sexuelle du travail, les inégalités de genre pèsent sur la croissance économique en réduisant l'efficacité des politiques macroéconomiques. Il est par conséquent aussi nécessaire qu'urgent de prendre en compte la sexospécificité dans l'élaboration des politiques économiques. Comment cela peut-il se concrétiser ?

Introduire le genre dans la macroéconomie revêt plusieurs aspects, à commencer par une redéfinition des concepts. Celle-ci vise à emmener enfin dans le champ de l'analyse la partie non monétisée de l'économie : le travail de reproduction sociale (travail non rémunéré) et la production qu'il engendre. C'est le travail domestique, de soin et communautaire (reconnu officiellement par le BIT comme étant du travail). Il se trouve que ce travail est accompli en grande partie par les femmes ! Quid de l'impact de ce temps de travail sur le temps qu'elles peuvent consacrer au travail salarié ? Comment cela peut-il affecté les taux d'emploi féminin ? Ont-elles des indemnités, des retraites pour ce travail « au foyer » ?

Ensuite, l'intégration du genre passe par un outil clé de la politique économique : la politique budgétaire. Il faut pratiquer une planification budgétaire sensible au genre car les budgets ne sont pas neutres. Les politiques fiscales permettant à l'Etat de prélever ses recettes peuvent renforcer les inégalités de genre tout comme les politiques de dépenses publiques qu'il met en œuvre. Bien souvent, une compression des dépenses publiques allouées aux services de santé se traduit en réalité par un transfert des coûts sur les femmes au sein des ménages. Enfin, les lois et conventions en faveur de l'égalité peuvent servir de cadre aux politiques macroéconomiques pour réellement réduire les inégalités. Aussi, la question se pose de savoir si et comment les politiques macroéconomiques contribuent à la mise en application des diverses lois et de conventions en faveur de l'égalité ? Quelles implications au niveau méso-économie ?

Ce sont autant de questions, parmi d'autres, que le projet Mic Mac abordera. Les résultats majeurs de ce projet sont les suivants :

Aboutir au renforcement des capacités des économistes et des experts en genre francophones afin qu'ils soient en mesure de mieux articuler « genre et économie » par la formation (y compris virtuelle) et la mise en réseau ;

Identifier l'impact différencié des politiques macroéconomiques sur le genre en milieu francophone et mettre en valeur certaines alternatives à l'approche microéconomique comme l'économie sociale et solidaire.

Mettre en évidence des indicateurs (données qualitatives et quantitatives macroéconomiques/genre) et des mécanismes de suivi pouvant alimenter un « observatoire

des inégalités de genre » et ainsi contribuer à développer des éléments de plaidoyer en faveur de la prise en compte du genre en macroéconomie. Pour ce faire, Genre en action privilégiera la recherche-action et l'approche participative.

Notre première étape (d'ici juin 2011) consistera à développer une bibliographie annotée, identifier des économistes et des experts genre soucieux des liens entre genre et économie ainsi que des universités et centres de formation intéressés par le croisement entre ces deux thèmes. A partir de cette première analyse, le projet s'orientera vers les enjeux, les partenaires, les pratiques et les pays les plus porteurs d'innovations et de changements. La durée du projet sera de 2 ou 3 ans.

Merci de nous contacter si vous pouvez contribuer à cette première étape de notre travail en nous soumettant des noms, des pistes, des ressources.

Il va sans dire qu'un tel projet ne peut être mis en œuvre sans financements conséquents. Genre en action est en recherche de fonds. Si vous avez vent d'opportunités, ou si vous pensez qu'une collaboration/mutualisation est possible entre notre projet et le vôtre sur ce sujet, contactez-nous.

Pour toute information ou contribution, merci de vous adresser à Barbara KY : [barbara.ky@genreaction.net](mailto:barbara.ky@genreaction.net)

Voici le lien vers notre page Mic Mac sur le site de Genre en Action : <http://www.genreaction.net/spip.p...>